

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 6 janvier 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant des dispositions particulières concernant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales", a donné le 28 février 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 januari 1995 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende bijzondere bepalingen betreffende het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Brussels Gewestelijk herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën", heeft op 28 februari 1996 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

L'arrêté en projet tend à pourvoir à l'exécution de l'article 3, § 3, de l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

Cette disposition prévoit notamment que :

"(...) le Fonds dispose d'inspecteurs régionaux. L'Exécutif fixe le statut administratif et le statut pécuniaire ainsi que le cadre organique de ce personnel. En vue d'assurer la bonne marche du Fonds, l'Exécutif peut fixer des conditions dérogatoires et transitoires pour les premières nominations à ces emplois".

EXAMEN DU PROJET.

Observations préalables.

1. Préalablement à son adoption, l'arrêté en projet doit, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des Finances dans certains organismes d'intérêt public, être soumis à l'avis de l'inspecteur des Finances et, en vertu de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'accord du ministre du Budget.

Des explications et des pièces fournies par la déléguée du ministre, il ressort que l'auteur du projet ne

.../...

dispose pas pour l'heure ni de l'avis de l'inspecteur des Finances, ni de l'accord du ministre du Budget.

Il s'ensuit que l'arrêté en projet n'est pas, présentement, en l'état d'être examiné par la section de législation du Conseil d'Etat.

C'est sous la réserve de l'accomplissement de ces deux formalités préalables que le présent avis est donné.

2. Faisant usage du pouvoir à lui reconnu par l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et aux personnes morales de droit public qui en dépendent, le Roi a, par un arrêté du 20 octobre 1992, établi, pour la Région de Bruxelles-Capitale, la liste des personnes morales de droit public qui en dépendent, tenues, en ce qui concerne les membres de leur personnel, au respect des principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat.

Cette liste a, par un arrêté royal du 24 mars 1994, été étendue au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

Il s'ensuit que chacune des dispositions que comporte l'arrêté en projet doit strictement se conformer aux principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, tels que ceux-ci sont aujourd'hui définis par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les

.../...

principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

Intitulé.

L'intitulé doit, afin de rendre plus justement compte du contenu global de l'arrêté en projet, être rédigé comme suit :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales".

Préambule.

1. Il y a lieu, conformément à l'usage, d'identifier avec davantage de précision la disposition qui constitue le fondement légal de l'arrêté en projet.

L'alinéa 1er sera, à cet effet, complété par les mots ", notamment l'article 3, § 3;".

2. L'arrêté visé à l'alinéa 2 ne tient pas lieu de fondement légal à l'arrêté en projet. Il n'est, du reste,

.../...

pas indispensable, voire même simplement utile à sa compréhension.

L'alinéa doit, en conséquence, être omis.

3. A l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2), il y a lieu de compléter la mention du protocole de négociation syndicale par l'indication de son numéro d'ordre et de sa date.

En outre, dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "... van Sectorcomité XV ...".

4. L'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3) doit, pour se conformer à l'usage, être rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances du ... (à compléter par la date de l'avis);".

5. Pour tenir compte de la répartition des attributions au sein du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la formule suivante est proposée pour l'alinéa 5 devenant les alinéas 4 et 5 :

"Vu l'accord du ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le ...".

"Vu l'accord du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le ...".

.../...

Proposant.

Il convient de citer le ministre avec sa dénomination officielle, telle qu'elle résulte de son acte de nomination.

On écrira :

"Sur la proposition du ministre président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites".

L'observation vaut également pour l'exécutoire et la signature.

Dispositif.

Chapitre premier.

Article 1er.

1. L'article 1er ne constitue pas une disposition générale, puisqu'il se borne à rendre applicable l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public et non pas l'arrêté royal de même date fixant le statut pécuniaire.

L'article 1er sera inséré dans le chapitre 2, devenant le chapitre premier, intitulé "Dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel",

.../...

cet intitulé reflétant plus justement le contenu de ce chapitre.

2. La précision que les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public - exception faite de son article 3, § 2 - ne sont applicables aux membres du personnel du Fonds que pour autant qu'elles soient compatibles avec les dispositions que le Gouvernement aurait déjà arrêtées ou viendrait à arrêter ultérieurement en la matière est superflue.

Les mots "Sans préjudice des dispositions établies par le Gouvernement ou qu'il établira, ainsi que celles fixées par le présent arrêté," sont superflus et doivent être omis.

Article 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

Il y a une discordance entre les textes français et néerlandais de l'article : le premier vise "un concours de recrutement", le second parle d'un "wervingsexamen". La même observation vaut pour l'article 4, alinéa 1er, et

.../...

l'article 5, alinéa 1er. Il est référé à l'observation qui sera faite au sujet de l'article 5.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte proposé dans la version néerlandaise du présent avis vaut également, moyennant les adaptations qui s'imposent, pour l'article 4, alinéa 1er, et l'article 5, alinéa 1er.

Article 4.

1. A l'alinéa 1er, les mots "de rang 11" sont superflus et doivent, en conséquence être omis. La même remarque vaut en ce qui concerne les mots "de rang 13" figurant à l'alinéa 1er de l'article 5 du projet.

2. L'alinéa 2 n'a pas d'autre objet que de reproduire presque intégralement le texte de l'article 13 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux. Il doit, en conséquence, être omis.

La même remarque vaut en ce qui concerne la première phrase de l'alinéa 2 de l'article 5 du projet.

.../...

Article 5.

1. Les conditions spécifiques de recrutement prévues à l'alinéa 2 - telle l'obligation faite aux candidats à un emploi ou à un grade déterminé d'être porteur d'un diplôme particulier - ne peuvent, en vertu de l'article 13 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, être imposées que pour autant qu'elles soient nécessitées par la nature même des fonctions à exercer et qu'elles aient, au préalable, été soumises pour concertation au Secrétariat permanent au recrutement.

Des explications fournies par la déléguée du ministre, il ressort que l'obligation faite aux candidats "inspecteur auditeur" d'être porteur du titre d'expert-comptable ou de réviseur d'entreprise n'a fait l'objet d'aucune concertation préalable avec le Secrétariat permanent au recrutement.

La deuxième phrase de l'alinéa ne peut, en conséquence, être maintenue dans le corps même de la disposition en projet que pour autant que la condition spécifique de recrutement qu'elle instaure soit préalablement soumise pour concertation au Secrétariat permanent au recrutement (1).

(1) Le préambule de l'arrêté en projet devra, en ce cas, être complété de manière à comporter la mention de l'accomplissement de cette formalité.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Il y a dans le texte français une discordance entre l'alinéa 1er qui vise un "concours de recrutement" et l'alinéa 4 qui parle d'"examen de recrutement". Le texte néerlandais des deux alinéas utilise le terme "wervingsexamen". En outre, cet alinéa 4 précise qu'"aucun examen de recrutement n'est organisé sans qu'un examen de promotion ne l'ait immédiatement précédé et que la réserve de promotion soit épuisée".

La disposition en projet est de nature à exclure la possibilité de recourir à un concours d'inspecteur auditeur; cette technique conduit à subordonner l'organisation d'un concours de recrutement à l'organisation préalable d'un examen de promotion et ne se concilie pas avec le prescrit des principes généraux de la fonction publique.

La rédaction de cet alinéa gagnerait à être revue de manière à exprimer plus clairement la volonté de l'auteur du projet et à supprimer cette incompatibilité.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 6, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 6.

La disposition en projet serait, comme en a convenu la déléguée du ministre, mieux rédigée comme suit :

"Art. 6. Les compétences attribuées au conseil de direction par les dispositions statutaires applicables aux membres du personnel en vertu de l'article 1er sont exercées par le coordonnateur et le coordonnateur adjoint".

Chapitre 3 (devenant chapitre II).

L'intitulé de ce chapitre doit, compte tenu de la remarque formulée à propos de la rédaction de l'intitulé du chapitre 2, devenant le chapitre premier, être rédigé comme suit :

"Chapitre II (et non 2). Dispositions relatives au statut pécuniaire des membres du personnel".

Articles 7, 8 et 9.

Le texte néerlandais de ces articles devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 11.

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

La disposition en projet appelle les trois observations suivantes :

1. La précision que le Gouvernement n'est habilité à déroger aux articles 3, 4 et 5 du projet d'arrêté qu'"en vue d'assurer le bon fonctionnement du Fonds de refinancement des trésoreries communales" est superflue et doit, en conséquence, être omise.

2. Selon les explications fournies par la déléguée du ministre, il n'entre pas dans les intentions de l'auteur du projet d'accorder aux secrétaires auprès du Fonds le bénéfice des règles particulières de première nomination instaurées en vue de l'attribution des premiers emplois vacants figurant au cadre organique du Fonds.

La référence à l'article 3 du projet d'arrêté contenue dans la disposition en projet doit, dès lors, de l'accord de la déléguée du ministre, être omise.

.../...

3. Indépendamment des deux observations qui précèdent, le texte de la disposition en projet dont la rédaction laisse particulièrement à désirer gagnerait à être remplacé par la disposition suivante :

"Art. 12. § 1er. La première nomination à l'un des emplois vacants mentionnés en annexe du présent arrêté peut, par dérogation aux articles 4 et 5, être effectuée selon les règles ci-après.

§ 2. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déclare les emplois vacants et, par avis publié au Moniteur belge, fait appel aux candidats.

L'avis mentionne :

- 1º les emplois vacants;
- 2º les conditions d'admissibilité;
- 3º les modalités et les délais d'introduction des candidatures ainsi que les pièces à joindre à celles-ci.

§ 3. Les candidatures sont adressées dans les quinze jours de la publication de l'avis, par lettre recommandée à la poste, au ministre ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions.

.../...

§ 4. Les conditions d'admissibilité sont les suivantes :

- 1° être Belge;
- 2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice;
- 5° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
- 6° satisfaire aux conditions particulières de nomination mentionnées au tableau figurant à l'annexe.

Les conditions prévues à l'alinéa 1er, 1° et 5° (1) sont présumées remplies pour les candidats nommés à titre définitif dans un service public.

§ 5. Le Gouvernement nomme le candidat qu'il juge le plus apte, après avoir comparé les titres et mérites au regard des conditions imposées.

(1) Il y a une discordance entre le texte français où il est précisé "a et e" et le texte néerlandais où il est dit "a tot e". On ne peut imaginer que les autres conditions puissent être présumées et, dès lors, le texte français semble correspondre à l'intention des auteurs du projet.

§ 6. Sont seules considérées comme premières nominations au sens du paragraphe 1er les nominations qui sont effectuées dans le délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 7. La loi des 3 août 1919-27 mai 1947 et la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement ne sont pas applicables aux nominations faites en application du présent article".

Article 13.

L'auteur du projet veillera à préciser l'intitulé de la loi du 6 juin 1989.

Dans le texte néerlandais, il vaudrait mieux écrire : "hebben verkregen" au lieu de "hebben verworven".

D'autre part, la seconde phrase du texte français serait mieux rédigée comme suit :

"Pour le calcul de l'ancienneté de grade, sont pris en considération les services ...".

.../...

Article 14.

Le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales a, en vertu de l'article 3, § 1er, alinéa 1er de l'ordonnance du 8 avril 1993 précitée, la personnalité civile.

Il n'appartient pas au Gouvernement d'imposer unilatéralement au Fonds, par voie d'arrêté, la reprise des droits et obligations qui lui incombent. Cette reprise n'étant pas visée dans l'article 1er de l'ordonnance, la disposition en projet doit être omise.

Observations finales.

1. Dans son avis L. 21.951/2 du 19 novembre 1992 sur un projet d'ordonnance devenu l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, la section de législation du Conseil d'Etat faisait notamment observer qu'

"Afin d'éviter la coexistence d'inspecteurs régionaux recrutés sur la base de l'arrêté royal du 22 juillet 1987 et d'inspecteurs régionaux recrutés par le Fonds que l'ordonnance en projet tend à créer, il y a lieu d'abroger l'article 46 de la loi du 16 juin 1989 et l'arrêté royal du 22 juillet 1987, confirmé par la loi du 16 juin 1989, par une ordonnance entrant en vigueur lors de la constitution du corps d'inspecteurs régionaux recrutés par le Fonds".

L'observation formulée alors par la section de législation du Conseil d'Etat a trouvé sa traduction

.../...

partielle dans l'article 11 de l'ordonnance du 8 avril 1993 précitée. Cet article dispose comme suit :

"Art. 11. L'article 46 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles et l'arrêté royal du 22 juillet 1987 relatif aux inspecteurs régionaux auprès de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale sont abrogés à la date fixée par l'Exécutif".

Il importe que l'arrêté en projet soit complété par une disposition ayant pour objet propre d'exécuter cette disposition de l'ordonnance.

2. Enfin, l'arrêté en projet contient, dans sa version française, quelques fautes d'orthographe. Ainsi on écrira :

- à l'article 1er : "à l'exception de ...";
- à l'article 5 : "ne l'ait immédiatement ...";
- à l'article 12 :
 - "de cet arrêté ...";
 - "La première nomination aux emplois ...";
 - "le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ...";
 - "jouir des droits civils et ...";
 - "qu'il juge le plus apte ...";

.../...

- "des droits de priorité ...";
- à l'article 13 : "... en qualité d'observateur ...";
- à l'article 14 : "des secrétaires engagés ...".

3. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen besluit strekt tot de uitvoering van artikel 3, § 3, van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën.

Deze bepaling schrijft inzonderheid het volgende voor :

"... het Fonds (beschikt) over gewestelijke inspecteurs. De Executieve stelt het administratief en geldelijk statuut evenals het organiek kader van dit personeel vast. Om de goede werking van het Fonds te waarborgen kan de Executieve afwijkende en overgangsmaatregelen vastleggen voor de eerste benoemingen voor deze betrekkingen."

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Voorafgaande opmerkingen.

1. Vóór het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd, dient het krachtens artikel 4 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van Financiën op sommige instellingen van openbaar nut en krachtens artikel 11, § 1, eerste lid van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut respectievelijk aan de inspecteur van Financiën om advies en aan de minister van Begroting ter fiattering worden voorgelegd.

.../...

Uit de uitleg en de stukken die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, blijkt dat de auteur van het ontwerp vooralsnog niet over het advies van de inspecteur van Financiën, noch over het fiat van de minister van Begroting beschikt.

Daaruit volgt dat het ontworpen besluit thans niet in zoverre gereed is dat het door de afdeling wetgeving van de Raad van State kan worden onderzocht.

Dit advies wordt dan ook gegeven onder voorbehoud dat die twee voorafgaande vormvereisten worden nagekomen.

2. De Koning heeft gebruik gemaakt van de bevoegdheid die Hem toegekend is door artikel 62, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, door bij een besluit van 20 oktober 1992 voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de lijst op te stellen van de publiekrechtelijke rechtspersonen die daaronder ressorteren en, wat hun personeel betreft, ertoe gehouden zijn de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren na te komen.

Deze lijst is bij een koninklijk besluit van 24 maart 1994 uitgebreid tot het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën.

.../...

Daaruit volgt dat elke bepaling die het ontworpen besluit bevat strikt dient overeen te stemmen met de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren, zoals die thans vastgesteld zijn bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

Opschrift.

Teneinde de gehele inhoud van het ontworpen besluit beter weer te geven, dient het opschrift als volgt te worden gesteld :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën".

Aanhef.

1. Overeenkomstig het gebruik dient de bepaling die de rechtsgrond van het ontworpen besluit oplevert, nauwkeuriger te worden aangegeven.

.../...

Daartoe behoort het eerste lid als volgt te worden gesteld "Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën, inzonderheid op artikel 3, § 3;".

2. Het besluit waarnaar in het tweede lid verwezen wordt, levert niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit op. Het is overigens niet onontbeerlijk of zelfs niet dienstig voor het begrijpen ervan.

Bijgevolg dient dat lid te vervallen.

3. In het derde lid (dat het tweede lid wordt) dient de vermelding van het protocol van onderhandeling met de vakbonden te worden aangevuld met het volgnummer en de datum ervan.

Bovendien schrijve men : "... van Sectorcomité XV ...".

4. Het vierde lid (dat het derde lid wordt) behoort overeenkomstig het gebruik als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van ... (aan te vullen met de datum van het advies);".

.../...

5. Om rekening te houden met de verdeling van de bevoegdheden binnen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, wordt de volgende formule voorgesteld voor het vijfde lid, dat het vierde en het vijfde lid wordt :

"Gelet op het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, van ...;

Gelet op het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, van ...;".

Voordrachtformulier.

De minister behoort met zijn officiële titel te worden vermeld, zoals die blijkt uit de akte waarbij hij benoemd is.

Men schrijve :

"Op de voordracht van de minister-voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen".

Deze opmerking geldt tevens voor de uitvoeringsbepaling en het ondertekeningsformulier.

.../...

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I.

Artikel 1.

1. Artikel 1 is geen algemene bepaling, aangezien daarin alleen het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en niet het koninklijk besluit van dezelfde datum houdende bezoldigingsregeling van dat personeel toepasselijk wordt gemaakt.

Artikel 1 dient deel uit te maken van hoofdstuk 2 dat hoofdstuk I wordt, met als opschrift "Bepalingen omtrent het administratief statuut van de personeelsleden", aangezien dat opschrift de inhoud van dat hoofdstuk beter weergeeft.

2. De precisering dat de bepalingen van "het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, met uitzondering van artikel 3, § 2, slechts op de personeelsleden van het Fonds van toepassing zijn voor zover ze zich verdragen met de bepalingen die de Regering reeds heeft uitgevaardigd of naderhand in die aangelegenheid zou uitvaardigen, is overbodig.

De woorden "Onverminderd de bepalingen die de Regering heeft opgesteld of nog zal opstellen, alsook deze

.../...

vastgesteld bij dit besluit," dienen als overbodig te vervallen.

Het artikel behoort dan ook als volgt te luiden :
"De personeelsleden van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds ... vallen onder het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling ...".

Artikel 2.

Men schrijve : "... coördinator en adjunct-coördinator".

Artikel 3.

Er bestaat een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van dit artikel : in de Nederlandse tekst is sprake van een "wervingsexamen", in de Franse van een "concours de recrutement". Deze opmerking geldt tevens voor artikel 4, eerste lid, en artikel 5, eerste lid. Er wordt verwezen naar de opmerking die infra over artikel 5 zal worden gemaakt.

Er wordt voorgesteld de Nederlandse tekst als volgt te redigeren :

"Art. 3. De graad van secretaris bij het Fonds wordt toegekend aan wie slaagt voor een vergelijkend wervings-examen".

.../...

Deze voorgestelde tekst geldt mutatis mutandis ook voor artikel 4, eerste lid, en artikel 5, eerste lid.

Artikel 4.

1. In het eerste lid dienen de woorden "van rang 11" als overbodig te vervallen. Deze opmerking geldt tevens voor de woorden "van rang 13" in artikel 5, eerste lid, van het ontwerp.

2. Het tweede lid doet niets meer dan de tekst van artikel 13 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes bijna integraal weergeven. Het behoort bijgevolg te vervallen.

Deze opmerking geldt tevens voor de eerste zin van artikel 5, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 5.

1. De in het tweede lid gestelde specifieke voorwaarden voor de indienstneming - zoals de verplichting voor de gegadigden voor een welbepaalde betrekking of een welbepaalde graad om houder te zijn van een specifiek diploma - kunnen krachtens artikel 13 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes alleen maar worden opgelegd voor zover ze geveerd worden door de aard zelf van de uit te oefenen functie en ze

.../...

vooraf om overleg aan het Vast Wervingssecretariaat zijn voorgelegd.

Uit de uitleg die de gemachtigde van de minister verstrekt heeft, blijkt dat over de aan de gegadigden voor de graad van "inspecteur-auditeur" opgelegde verplichting om de titel van accountant of bedrijfsrevisor te bezitten geen voorafgaand overleg met het Vast Wervingssecretariaat heeft plaatsgehad.

De tweede zin van het lid kan bijgevolg alleen in de tekst zelf van de ontworpen bepaling behouden blijven voor zover over de specifieke voorwaarde voor de indienstneming die daarbij wordt ingesteld vooraf met het Vast Wervingssecretariaat overleg plaats heeft (1).

2. Het derde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Ook inspecteurs met ten minste zes jaar dienstanciënniteit kunnen na het slagen voor een bevorderingsexamen, door verhoging in graad tot inspecteur-auditeur worden benoemd.".

3. In de Franse tekst bestaat er een discrepantie tussen het eerste lid, waarin sprake is van een "concours de

(1) In dat geval dient de aanhef van het ontworpen besluit te worden aangevuld met de vermelding dat aan dat vormvereiste is voldaan.

recrutement" en het vierde lid, waarin sprake is van een "examen de recrutement". In de Nederlandse tekst komt echter steeds het woord "wervingsexamen" voor (zie ook de opmerking die over artikel 3 is gemaakt). Bovendien wordt in dat vierde lid bepaald dat "geen wervingsexamen georganiseerd (kan) worden als er niet (onmiddellijk) voordien een bevorderingsexamen werd georganiseerd waarvan de bevorderingsreserve uitgeput is".

De ontworpen bepaling komt neer op het uitsluiten van de mogelijkheid om een vergelijkend wervingsexamen voor inspecteur-auditeur uit te schrijven; deze techniek maakt het organiseren van een vergelijkend wervingsexamen afhankelijk van het vooraf organiseren van een bevorderingsexamen en strookt niet met de inhoud van de algemene principes op het gebied van ambtenarenzaken.

De redactie van dat lid zou aldus moeten worden herzien dat de wil van de steller van het ontwerp duidelijker tot uiting komt en deze onverenigbaarheid verdwijnt.

4. In het zesde lid, in fine, schrijve men : "... moet de inspecteur zich in de administratieve stand dienstactiviteit bevinden".

.../...

Artikel 6.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de ontworpen bepaling beter als volgt zou worden gesteld :

"Art. 6. De coördinator en de adjunct-coördinator oefenen de bevoegdheden uit die aan de directieraad zijn opgedragen door de rechtspositionele bepalingen die krachtens artikel 1 op de personeelsleden van toepassing zijn."

Hoofdstuk 3 (dat hoofdstuk II wordt).

Gelet op de opmerking die gemaakt is over de redactie van het opschrift van hoofdstuk 2, dat hoofdstuk I wordt, dient het opschrift van hoofdstuk 3 als volgt te worden gesteld :

"Hoofdstuk II (en niet 2). Bepalingen betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden".

Artikelen 7, 8, en 9.

In deze artikelen dient het woord "barema" telkens te worden vervangen door het woord "schaal".

.../...

Artikel 11.

In dit artikel dient het bepaald lidwoord "de" driemaal te vervallen vóór het woord "schaal".

Artikel 12.

De ontworpen bepaling geeft aanleiding tot de drie volgende opmerkingen :

1. De precisering dat de Regering alleen van de artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp mag afwijken "om de goede werking van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën te verzekeren" behoort als overbodig te vervallen.

2. Volgens de uitleg die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, is het niet de bedoeling van de steller van het ontwerp de secretarissen bij het Fonds te laten vallen onder de specifieke regels voor de eerste benoeming die ingesteld zijn met het oog op het verlenen van de eerste vacante betrekkingen die in de personeelsformatie van het Fonds voorkomen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de verwijzing naar artikel 3 van het ontwerp-besluit die in de ontworpen bepaling staat, dan ook dient te vervallen.

.../...

3. Los van de twee voorgaande opmerkingen zou de tekst van de ontworpen bepaling, waarvan de redactie zeer te wensen overlaat, beter als volgt worden vervangen :

"Art. 12. § 1. De eerste benoeming in een van de vacante betrekkingen vermeld in de bijlage bij dit besluit kan in afwijking van de artikelen 4 en 5 volgens de hiernavolgende regels geschieden.

§ 2. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering verklaart de betrekkingen vacant en doet bij een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht een oproep tot de gegadigden.

Het bericht vermeldt :

- 1º de vacante betrekkingen;
- 2º de toelaatbaarheidsvereisten;
- 3º de nadere regelen en de termijnen voor het indienen van de sollicitaties, alsook de daarbij te voegen stukken.

§ 3. De sollicitaties worden binnen vijftien dagen vanaf de bekendmaking van het bericht bij ter post aangezekende brief gericht aan de minister tot wiens bevoegdheid de plaatselijke besturen behoren.

.../...

§ 4. De toelaatbaarheidsvereisten zijn :

- 1° Belg zijn;
- 2° van een gedrag zijn dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde functie;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 5° de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt;
- 6° voldoen aan de specifieke benoemingsvoorwaarden die in de tabel van de bijlage vermeld staan.

De voorwaarden van het eerste lid, 1° en 5° (1), worden verondersteld vervuld te zijn voor gegadigden die in overheidsdienst in vast verband benoemd zijn.

§ 5. De Regering benoemt de gegadigde die zij het geschikt acht, na de aanspraken en verdiensten op basis van de gestelde voorwaarden te hebben vergeleken.

(1) Er bestaat een discrepantie tussen de Franse tekst, waarin "a et e" staat, en de Nederlandse tekst, waarin "a tot e" staat. Aangezien men zich niet kan voorstellen dat van de andere voorwaarden vermoed kan worden dat ze vervuld zijn, lijkt de Franse tekst overeen te stemmen met de bedoeling van de stellers van het ontwerp.

§ 6. Als eerste benoemingen in de zin van paragraaf 1 worden alleen beschouwd, de benoemingen die geschieden binnen een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 7. De wet van 3 augustus 1919-27 mei 1947 en de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, zijn niet van toepassing op de benoemingen die met toepassing van dit artikel geschieden."

Artikel 13.

De steller van het ontwerp behoort het opschrift van de wet van 6 juni 1989 te vermelden.

Ook zou het beter zijn "hebben verkregen" te schrijven, in plaats van "hebben verworven".

Overigens zou de tweede zin van de Franse tekst beter als volgt worden gesteld :

"Pour le calcul de l'ancienneté de grade, sont pris en considération les services ...".

.../...

Artikel 14.

Krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, van de voormelde ordonnantie van 8 april 1993 heeft het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën rechtspersoonlijkheid.

Het staat niet aan de Regering om aan het Fonds bij wege van een besluit eenzijdig voor te schrijven dat het haar rechten en plichten overneemt. Aangezien die overname van rechten en plichten in artikel 1 van de ordonnantie niet in het vooruitzicht is gesteld, dient de ontworpen bepaling te vervallen.

Slotopmerkingen.

1. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies L. 21.951/2 van 19 november 1992 over een ontwerp van ordonnantie dat de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën is geworden, onder meer op het volgende gewezen :

"Om te vermijden dat er gewestelijke inspecteurs die op grond van het koninklijk besluit van 22 juli 1987 zijn aangewoven zouden bestaan naast gewestelijke inspecteurs die door het bij het ontwerp van ordonnantie op te richten Fonds worden aangeworen, behoren artikel 46 van de wet van 16 juni 1989 alsmede het koninklijk besluit van 22 juli 1987, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1989, te worden opgeheven bij een ordonnantie die in werking treedt bij de oprichting van

.../...

het corps van gewestelijke inspecteurs die door het Fonds worden aangeworven".

De toen door de afdeling wetgeving van de Raad van State gemaakte opmerking is gedeeltelijk omgezet in artikel 11 van de voormelde ordonnantie van 8 april 1993. Dat artikel bepaalt het volgende :

"Art. 11. Artikel 46 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en het koninklijk besluit van 22 juli 1987 betreffende de gewestelijke inspecteurs bij de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve worden opgeheven op de door de Executieve te bepalen datum.".

Het ontworpen besluit behoort te worden aangevuld met een bepaling die er precies toe strekt deze bepaling van de ordonnantie uit te voeren.

2. Ten slotte bevat de Franse tekst van het ontworpen besluit enkele tikfouten. Zo dient te worden geschreven :

- in artikel 1 : "à l'exception de ...";
- in artikel 5 : "ne l'ait immédiatement ...";
- in artikel 12 :
 - "de cet arrêté ...";
 - "La première nomination aux emplois ...";

.../...

- "le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ...";
- "jouir des droits civils et ...";
- "qu'il juge le plus apte ...";
- "des droits de priorité ...";
- in artikel 13 : "... en qualité d'observateur ...";
- in artikel 14 : "des secrétaires engagés ...".

3. Ook de Nederlandse tekst van het ontwerp is over het geheel genomen voor verbetering vatbaar, vanwege het gebruik van niet-bestaande woorden, zoals "coordonator" (art. 1), "boekhouder-expert" (art. 5); verschrijvingen, zoals "adjunct-coördinator" (art. 2), "de Vast Wervings-secretaris" (art. 5); verkeerd voorzetselgebruik, zoals "geslaagde in" (art. 3); "regionalismen "6 maand" (art. 12). In dit advies zijn bij wijze van voorbeeld enige tekstvoorstellen gedaan. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

M. HANOTIAU,
Y. BOUCQUEY,

F. DELPEREE,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par
M. M. PAUL, auditeur adjoint. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. M. BAUWENS, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. PAUL, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. M. BAUWENS, adjunct-
referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.